



**CHILI**



**D 2215 • C110**  
1-15 avril 1998

**MOTS-CLEFS**  
Armée  
Désarmement  
Développement  
Pauvreté

## **Diffusion de l'information sur l'Amérique latine**

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

### **Le cas du Chili, avec quelques aperçus sur d'autres pays d'Amérique latine**

# **COURSE AUX ARMEMENTS ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ**

La décision prise par Bill Clinton en août 1997 de mettre fin à l'embargo sur les ventes d'armes des États-Unis aux pays d'Amérique latine n'a pas peu contribué à remettre au premier plan le débat sur la course aux armements. Nous présentons ici la situation du Chili avec quelques incursions rapides dans d'autres pays d'Amérique latine. Le Chili, dont les dépenses militaires sont nettement plus élevées que celles de son grand voisin argentin, va à contre-cou-

rant de la tendance mondiale à la baisse des dépenses militaires. La question de la course aux armements ne peut être traitée aujourd'hui sans s'interroger sur l'usage qui pourrait être fait de ces fonds pour lutter contre la pauvreté. Nous publions ci-dessous un article de Roger Cabezón Y., paru dans Pastoral Popular octobre-novembre 1997 (Santiago, Chili) auquel nous avons joint quelques autres textes brefs en provenance de sources diverses.

Au Chili, septembre est reconnu comme le mois de la patrie. Dans les dernières décennies, ce mois a été marqué par des situations ayant eu des retentissements divers au niveau social et politique. C'est traditionnellement le mois des cerfs-volants, des *cuecas*, des *ramadas*<sup>1</sup> et des défilés militaires. Il prend aussi la couleur du souvenir douloureux du putsch militaire du 11 septembre 1973, une blessure pas encore cicatrisée, et celle des appels à la réconciliation nationale, qui n'arrive jamais, à travers le *Te Deum*.

Particulièrement, le mois de septembre 1997 a pris une forte connotation guerrière à l'occasion de la dernière parade militaire présidée par Pinochet comme commandant en chef de l'armée. Dans le même temps, le *Livre de la défense nationale* qui

reprend le Plan Alcázar dont l'objectif est la modernisation de l'armée a été présenté et les acquisitions par les différents corps d'armée de matériel de guerre moderne (tanks, avions, sous-marins, etc.) ont été rendues publiques.

Cet ensemble de faits a créé en Amérique latine un climat d'inquiétude, de méfiance et de critique à l'égard de la politique de renouvellement du matériel militaire que notre pays a entrepris sous la houlette de l'actuel ministre de la défense Edmundo Pérez Yoma<sup>2</sup>. Ce qui pouvait apparaître comme une louable décision du gouvernement - faire la transparence sur des sujets habituellement gardés secrets pour la société civile - a donné lieu à des cris d'alarme dans et hors de notre pays.

La critique qui est revenue le plus sou-

vent est que le Chili semble avoir entrepris une nouvelle course aux armements. Or ce n'est pas la première fois que cette dénonciation est formulée de façon fondée. Qu'on se rappelle seulement l'affaire de la fabrication et de l'exportation de matériel militaire vers l'ex-Yougoslavie par la FAMAE<sup>3</sup> et la vente d'armes - bombes en grappe - à l'Irak par la société Cardoen<sup>4</sup>.

Ce qui est paradoxal, c'est que tout le monde aujourd'hui s'accorde, de manière formelle et officielle, pour rejeter toute politique qui prône une course et une compétition de cette sorte. Il n'est pas une nation qui ne reconnaisse que l'achat d'armes contribue ou encourage toutes sortes de mouvements va-t-en-guerre et cette attitude est considérée comme inap-

1. *Cuecas* : danse traditionnelle chilienne (NdT).  
*Ramadas* : fête populaire en plein air organisée le 18 septembre, jour de la Fête nationale (NdT).

2. Depuis lors, ce ministre a démissionné (NdT).

3. Usine de fabrication d'armes de l'armée chilienne (NdT).

4. D'après La Época du 23/09/97 (NdR).

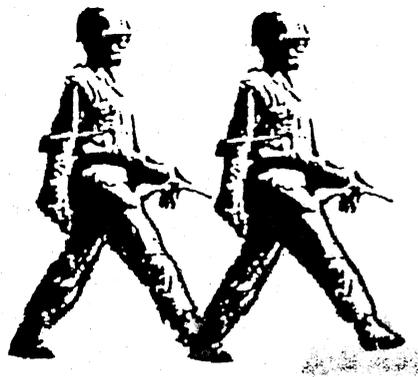
propriété à ces temps d'après-guerre froide. Le Chili ne fait pas exception. Devant cette incohérence entre le discours et la pratique se pose une série de questions : Que faut-il entendre alors par course aux armements ? Y a-t-il un danger imminent de course aux armements dans notre pays et en Amérique latine ? Quelles en seraient les conséquences pour nos pays ? (...)

### Origine

On entend par course aux armements le fait de consacrer des sommes de plus en plus importantes à la défense d'un pays, souvent de façon disproportionnée par rapport à la croissance de ce pays, autrement dit, pour pouvoir acheter des armes et entretenir et moderniser l'appareil militaire, on soustrait d'importantes sommes d'argent à d'autres secteurs de la vie civile que l'État doit honorer.

Ce choix que font les États obéit en général à trois types de raisons militaires, politiques et économiques. Les raisons militaires se fondent sur la notion de sécurité militaire et d'efficacité de la force de frappe. Les motifs politiques résident dans la recherche de la supériorité sur les pays voisins. Et enfin les justifications économiques sont les plus spectaculaires : la vente d'armes est le commerce le plus important et le plus lucratif de notre époque.

D'après des chiffres de 1996, les États-Unis ont gagné 10 milliards 230 millions de dollars et conservent le premier rang mondial en ce domaine pour la seizième année consécutive. Au niveau mondial, les ventes d'armes ont atteint, l'année dernière, la somme incroyable de 22 milliards 980 mil-



## LES ÉTATS-UNIS RELANCENT LES VENTES D'ARMES EN AMÉRIQUE LATINE

*L'Administration américaine a décidé le 1<sup>er</sup> août 1997, la levée de l'embargo de 19 ans sur la vente d'armes aux pays latino-américains. L'interdiction fut établie en 1978 sous le gouvernement de Jimmy Carter avec le but de faire pression sur les régimes militaires qui dirigeaient la plupart des pays d'Amérique centrale et du Sud.*

*"Supprimer les mesures de restriction que le président Jimmy Carter adopta jadis avec largeur de vue et courage... pourrait être le début d'une tragique course aux armements en Amérique du Sud", a dit Oscar Arias, ancien président du Costa Rica et Prix Nobel de la paix.*

*"Je trouve un peu dangereux que les États-Unis mettent fin à une politique qui a été utile à la région pour des décennies. C'est le début d'une course aux armements. On ne peut pas le nier", a déclaré Raúl Sohr, expert chilien dans le domaine militaire, au New York Times.*

*Noticias Aliadas, Pérou, septembre 1997*

### PROTESTATION DU PARLEMENT CENTRAMÉRICAIN

*Le Parlement centraméricain (PARLACEN) a émis le 25 août 1997 une résolution dans laquelle il demande au gouvernement des États-Unis de revoir sa politique de vente d'armes à plusieurs pays d'Amérique latine. Cette politique porte atteinte principalement au respect des droits de l'homme, au climat de paix, au développement progressif de la démocratisation et à la stabilité économique et sociale en Amérique centrale. De plus, l'investissement dans le domaine des armes freine le développement durable. L'organisme régional exhorte les présidents d'Amérique centrale à résister à toute pression intérieure et extérieure qui serait orientée vers l'achat d'armes et d'équipements de guerre. Il les encourage à ne pas consacrer, ni à engager des nouvelles subventions dans un tel but. Au contraire, il les incite à privilégier l'investissement en faveur de politiques de développement ayant un véritable contenu humain. Il recommande aux Congrès nationaux de légiférer dans ce sens.*

*Reporte Político/Panorama Centroamericano, Costa Rica, septembre 1997*

lions de dollars. Aux États-Unis, les ventes accusent une baisse progressive : de -55% en 94, -47% en 95 et -44% en 96. Ceci pourrait expliquer la levée de l'embargo sur les armes de dernière génération pour notre continent.

### Nos achats

Le ministre de la défense, Edmundo Pérez Yoma, a justifié les achats suivants en disant que le Chili gardait ainsi "intacte sa puissance militaire. Le Chili, a-t-il ajouté, n'a pas aug-

menté et n'augmentera pas sa puissance militaire. Il souhaite seulement maintenir sa capacité actuelle et c'est pourquoi il est en train de procéder au remplacement de son matériel obsolète."

Les principales acquisitions faites par le Chili bénéficieront aux trois corps d'armée. Il s'agit de :

- l'achat probable par l'armée de terre de 67 unités Léopard 1-A1, de fabrication allemande Krauss Maffei, dans un premier temps. Il est prévu ensuite

d'en acquérir 260 au total, ce qui représente un investissement total de 35 millions de dollars (soit 120 000 dollars l'unité).

- l'achat, par l'armée de l'air, d'une vingtaine d'avions américains F-16, pour un total avoisinant les 200 millions de dollars. Précédemment, l'armée avait renoncé à l'achat de 3 avions de transport des Constructions d'aéronautique (CASA) d'origine espagnole, pour des raisons de politique conjoncturelle - à savoir le procès contre Pinochet<sup>5</sup>. Ce projet s'élevait à 25 millions de dollars.

- l'achat programmé par la marine de deux sous-marins français Scorpène pour un total approximatif de 400 millions de dollars.

### Budget chilien à contre-courant

En matière de dépenses militaires, le Chili va à contre-courant des tendances dominantes sur le plan mondial, qui pour la plupart sont à la baisse.

Entre 1986 et 1992 - en accord avec des décisions prises auparavant par le FMI - les dépenses militaires par rapport à la production économique ont diminué presque d'un quart, passant de 4% à 3% environ du PIB. Les dépenses mondiales totales ont atteint en 1992 la somme colossale de 662 milliards de dollars. Pour ce qui est des États-Unis, qui représentent plus de la moitié des dépenses militaires de ce qu'on appelle les pays industrialisés - le FMI estime que les dépenses sont passées de 6,5% du PIB en 1986, à 5,3% en 1992, et de 3% du PIB à 2,4% dans l'Union européenne. Pour les pays en développement, le FMI estime les dépenses militaires à 110 milliards de dollars pour 1992.

On assiste donc à un processus de diminution continue, alors qu'au Chili, la dépense militaire se situe bien au-delà du montant de plafonnement établi à la fin du régime de Pinochet.

Dans ce contexte, les critiques du sénateur-démocrate chrétien Jorge Lavandero semblent tout à fait opportunes. Il a déclaré que les sommes

consacrées aux forces armées sont tout à fait considérables. Elles se voient en effet attribuer 3 milliards 500 millions de dollars "alors que l'Argentine, qui est un pays plus grand et disposant d'un budget plus important, ne dépense que 2 milliards 500 millions de dollars pour son armée" (d'après *La Época* du 23/09/97).



Sur le plan mondial, les appels à réduire les dépenses militaires pour destiner ces sommes à des fins sociales, se sont multipliés et sont même lancés par les principales instances économiques internationales qui jusqu'à présent ne tenaient pas ce genre de discours.

La politique budgétaire chilienne de renouvellement du matériel militaire de dernière génération a été largement diffusée par les médias, presse écrite et télévisée.

Les critiques sont venues des milieux militaires et politiques. Les ex-présidents Jimmy Carter (USA), José Sarney (Brésil) et Oscar Arias (ex-président du Costa Rica et Prix Nobel de la paix 1987) ont accusé directement le Chili d'entreprendre une course aux armements.

Oscar Arias a affirmé que la course aux armements perpétue la pauvreté. Dans cette ligne, il a mis en oeuvre une campagne intense

contre la vente par les États-Unis au Chili d'avions militaires de technologie avancée.

Arias est convaincu que l'achat de ces appareils est susceptible de développer une course aux armements entre les pays latino-américains ce qui, d'après lui, va à l'encontre des efforts de ces pays pour sortir du sous-développement.

Or, malgré les situations provoquées par les conflits limitrophes, les risques de guerre dans cette région sont bien moindres que dans n'importe quelle région du monde en développement, comme en Asie ou en Afrique. Les différends ont été résolus ces dernières années de façon "civilisée" par le biais du droit international, et grâce au dialogue et aux instruments modernes dont la diplomatie dispose pour régler les conflits.

Pour Arias, "les gouvernements doivent savoir choisir lorsque, d'une part, ils ont la mission de construire des écoles, des hôpitaux et des logements, et que, d'autre part, se présente la possibilité d'acheter du matériel militaire de haute technologie. Le peuple chilien ne mérite pas que l'on dépense 25 millions de dollars dans

### LES DÉPENSES MILITAIRES EN AMÉRIQUE LATINE (1995)

Pays	Total (en millions de dollars)	En pourcentage du PIB	Dépenses par habitant (dollars)
Brésil	10 900	1,7	68
Argentine	4 684	1,7	137
Mexique	2 321	1,0	25
Chili	2 243	3,8	158
Colombie	2 000	2,6	55
Pérou	989	1,7	41
Venezuela	854	1,1	40
Équateur	611	3,7	54
Uruguay	410*	2,4	127
Cuba	350*	1,6	32
Guatemala	191*	1,3	17
Rép. dominicaine	154	1,4	19
Paraguay	121	1,4	23
El salvador	101	1,1	18
Honduras	51	1,4	9
Nicaragua	34	2,2	8

\* Estimation

Source : Agence de contrôle des armes et du désarmement (USA) et *Noticias Aliadas*, 19 février 1998.

5. Il s'agit du procès ouvert en Espagne contre Augusto Pinochet (cf. DIAL D 2205) (NdT).

## PAUVRETÉ, MISÈRE ET INÉGALITÉS AU CHILI

Selon la méthode utilisée par l'enquête CASEN (Caracterización Socioeconómica Nacional) le pourcentage des pauvres et des indigents a baissé de manière significative entre 1994 et 1996.

### Pauvreté et indigence 1987 - 1996

	1987	1990	1992	1994	1996
Indigents	17,4	12,9	8,8	7,6	5,8
Pauvres non indigents	27,7	25,7	23,8	19,9	17,4
Total	45,1	38,6	32,6	27,5	23,2

Source : MIDEPLAN, enquête CASEN

Fin 1996, il y avait 492 000 pauvres en moins que deux ans auparavant, et le pourcentage de ceux qui sont restés en-dessous de la ligne de pauvreté a baissé pour atteindre 23,2 %. D'autre part, 222 000 personnes sont parvenues à dépasser la ligne critique de l'indigence. C'est ainsi que, si l'on s'en tient aux revenus monétaires, il y aurait seulement 3 300 000 pauvres et 800 000 indigents dans le pays.

Si on regarde les chiffres sur une longue période, on peut constater que l'indigence a été réduite de deux tiers de 1987 à 1996 (de 17,6 % à 5,8 %) et la pauvreté de presque la moitié (de 45,1 % à 23,2 %).

Mais ces chiffres, aussi justes et encourageants qu'ils soient, ne prennent pas en compte une analyse plus précise concernant les biens disponibles et les conditions de vie. Ainsi par exemple, selon l'enquête CASEN de 1994, 21,1 % de la population n'avaient pas accès aux égouts et 18,7 % n'avaient pas l'eau potable au foyer. Il s'agissait respectivement, en arrondissant les chiffres, de 2 900 000 et de 2 600 000 personnes.

Peut-on dire que les personnes qui n'ont même pas l'eau potable à la maison ne sont pas indigentes ? N'est-ce pas une forme redoutable de misère que d'avoir à

aller chercher l'eau<sup>1</sup> en dehors de la maison, sous la pluie, dans le froid et les inondations ?

En d'autres termes, peut-on dire que quelqu'un n'est pas vraiment pauvre parce qu'il dispose de 34 272 pesos par mois<sup>1</sup> ? De fait, il peut être utile pour les comparaisons nationales et internationales de situer la ligne de pauvreté à hauteur de deux paniers de la ménagère, mais cela ne rend pas compte de ce que l'on entend habituellement par pauvreté dans notre pays.

Cependant, il y a encore un autre problème plus profond. Ces dernières années, et maintenant en démocratie, la répartition des revenus continue d'être très inégale et même plus inégale. Selon l'enquête CASEN de 1996, les revenus propres du premier quintile (le plus pauvre) représentaient seulement 3,7 % du total, alors que les revenus propres du cinquième quintile (le plus riche) en représentaient 46,7 %. Grâce aux transferts opérés par l'État (pensions et aides diverses, allocations familiales, etc.) la différence entre ces deux quintiles extrêmes diminue légèrement, mais elle continue d'être très accentuée. De plus, lorsqu'on se réfère aux chiffres absolus, la distance entre les revenus des plus pauvres et ceux des plus riches est chaque fois plus grande.

Il apparaît que le modèle d'économie ouverte qui a été en vigueur au Chili ces dix dernières années, permet d'améliorer les revenus des pauvres, mais ne permet pas d'améliorer la répartition des revenus. Grâce à la croissance économique, l'emploi et les salaires ont augmenté, ce qui a permis à beaucoup de dépasser la ligne de pauvreté. De plus, les aides de l'État bénéficient avant tout à ceux qui sont les plus laissés à l'écart. Toutefois, l'abîme entre pauvres et riches se maintient, et même se creuse.

1. Soit l'équivalent de 430 francs environ.

Jaime Ruiz-Tagle  
Mensaje, Chili, août 1997

l'achat d'un avion, alors que le Chili, pas plus que les autres pays de la région, n'a réussi à vaincre la pauvreté et les disparités sociales."

Même dans les différents milieux militaires latino-américains, des prises de position critiques à l'égard de notre pays sont apparues. L'une des plus significatives est celle du professeur et colonel Gerardo Cavagnari, expert en études stratégiques de l'Université de Campinas, dont le point de vue est

différent, mais tout aussi critique. Il a expliqué que les pays d'Amérique latine sont soumis à des pressions de la part des entreprises qui fabriquent des armes pour garantir des emplois dans les pays où elles sont implantées. Cavagnari partage l'idée que les pays latino-américains n'ont pas besoin de ces armes sophistiquées qui leur sont offertes, telles que les avions de chasse de la dernière génération, américains et français.

### La Commission

#### "Paix et désarmement"

L'Église, très vite, a réfléchi à la lumière de la foi sur la guerre et ses effets. Les évêques chiliens nous ont demandé, en 1987, par le biais d'une équipe d'experts, de réfléchir à la question suivante : le Chili est-il entré à son tour dans la course aux armements ? Dix années ont passé depuis lors, et la réponse ne semble pas être très différente.

La Commission "Paix et désarmement" a été convoquée par l'évêque Javier Prado Aranguiz, actuel secrétaire de l'épiscopat chilien, à la suite de l'accident survenu à l'usine Cardoen de matériel militaire, dans la région d'Alto Hospicio, près d'Iquique. Cette commission, composée d'onze experts laïcs et de deux prêtres spécialistes des questions morales, a déclaré qu'au Chili toutes les structures de l'État ont été marquées par le régime militaire dès son instauration, et qu'en conséquence, la société chilienne a "développé une conception militaire de la politique, de l'économie et de la culture ; la structure sociale dans son ensemble a été soumise à une organisation différente de celle que la société civile s'était donné sous le système démocratique de gouvernement qui existait auparavant. Cette nouvelle restructuration de la société chilienne a eu au moins deux conséquences concrètes : la violation des droits de l'homme et la militarisation à outrance. Il en résulte en quelque sorte le triomphe des armes sur la société civile."



### Désarmement et pauvreté

Nous avons vu, ces derniers mois, comment une catastrophe naturelle fait apparaître, une fois de plus, que nous sommes plus pauvres que nous ne le pensions. Les jaguars - nous qui nous voyons tels - ne sont parfois que des chats galeux : n'oublions pas l'affaire honteuse des maisons en matériau inflammable COPEVA, les inondations, ou plus récemment l'alarme du

(11)

## RÉARMEMENT AU BRÉSIL

*Dans les années soixante-dix et quatre-vingt, le Brésil a été l'un des plus importants producteurs d'armes du tiers-monde, avec des activités dominées essentiellement par le gouvernement militaire.*

*L'industrie d'armement était concentrée à São José de Campos, dans la vallée du Paraíba, État de São Paulo.*

*Les pays du Proche-Orient étaient parmi les principaux acheteurs d'armes brésiliens, ce qui a toujours inquiété des pays comme les États-Unis.*

*C'est pendant la guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988) que le Brésil a effectué ses plus importantes ventes d'armes, quand il a vendu à l'Irak plus de 1 200 tanks lourds Osorio, plus de 50 avions Tucano, et installé une usine de maintenance d'armements gérée par des techniciens de la firme Embraer.*

*Les entreprises publiques Embraer et Engesa, et l'entreprise privée Avibras étaient les trois principales compagnies d'armements. Embraer a été privatisée il y a quelques années.*

*En Amérique latine, la puissance de guerre du Brésil était également considérée avec méfiance par les pays voisins, notamment l'Argentine.*

*Pendant ce temps, quelques voix se faisaient entendre dans les pays pour dénoncer le pouvoir de l'industrie des armes. La Commission Justice et paix des Églises chrétiennes, a fait un travail remarquable dans ce sens. Le syndicat de la métallurgie en vint à proposer la reconversion des usines d'armes en unités de production civile.*

*Avec la fin de la guerre froide et l'aggravation des tensions au Proche-Orient qui menèrent à la guerre du Golfe, l'industrie des armes brésiliennes entra en crise.*

*Malgré tout, le Brésil a été en 1990 le plus grand exportateur d'armes du tiers-monde et le sixième au niveau mondial.*

*Le temps du commerce florissant était fini, mais le nouveau climat politique mondial et régional - y compris le rapprochement entre le Brésil et l'Argentine, dans le contexte du Marché commun du Cône sud (Mercosur), un accord d'intégration économique auquel participent également le Paraguay et l'Uruguay - a favorisé les projets de modernisation des équipements d'armes à la disposition des ministères militaires.*

(...)

*Dans cet effort pour moderniser ses forces armées, le Brésil, et l'Amérique latine en général, comptent sur l'aide manifeste de Washington.*

*Le 1er août 1997, l'administration des États-Unis a levé l'embargo sur la vente d'armements sophistiqués aux nations latino-américaines, qui avait été décrété par le président Jimmy Carter en 1978.*

*Les États-Unis espèrent conquérir les marchés lucratifs d'armes sophistiquées en Amérique latine au prochain siècle, marchés âprement disputés par les fabricants européens et russes. Dans ces plans, le marché brésilien constitue le "gros poisson" que tous espèrent attraper.*

José Pedro S. Martins

Noticias Aliadas, Pérou, 19 février 1998

virus Hanta<sup>6</sup> dans les quartiers pauvres

6. Épidémie mortelle qui sévit actuellement en Amérique latine comme conséquence des conditions de pauvreté de la population (NdT).

et éloignés, et la mort de 31 handicapés victimes du feu dans un foyer COANIL sans confort.

Rappelons par ailleurs que plus de cinq millions de Chiliens sont endettés

avec leurs cartes de crédit ; qu'il manque toujours 500 000 logements ; qu'il n'y a encore ni système d'évacuation des eaux de pluie à Santiago et dans d'autres villes, ni digues fluviales, ni chemins vicinaux<sup>7</sup>...

Rappelons aussi la nécessité d'améliorer les pensions de nos retraités, la revalorisation impérieuse des salaires des enseignants et des fonctionnaires, la priorité d'investir davantage dans le secteur de la santé<sup>8</sup>. Voilà, parmi d'autres besoins, une longue liste de priorités actuelles, urgentes et réelles. Ce qui s'impose comme une évidence est de donner plus de ressources à des portefeuilles comme celui de l'éducation et de la santé - on calcule qu'il faut y consacrer 5,9 % du PIB. Dans ce sens, tous les Chiliens sont appelés à faire des efforts pour vaincre la pauvreté. Les forces armées et les forces de l'ordre n'en sont pas exemptées. Pourtant, tout semble indiquer que ces dépenses dites «de continuité» ne reflètent pas l'urgence de vaincre la pauvreté.

Les pauvres ne peuvent attendre - nous

#### LA FRANCE ENTRE DANS LA COMPÉTITION

*Dans la foulée, au Brésil d'abord, au Chili ensuite, l'armée de l'air française va apporter, durant la deuxième quinzaine de mars, un sérieux coup de main au groupe Dassault-Aviation, qui cherche à vendre son avion de combat Mirage 2000-5 à ces deux pays. (...)*

*Le Brésil manifeste l'intention de changer ses Mirage III anciens et le Chili envisage d'acquérir un escadron - soit une vingtaine d'avions - pour lequel il a mis la France, les États-Unis et la Suède en compétition. (...)*

Le Monde 15 mars 1998

7. Cf. DIAL D 2128 (NdT).

8. Cf. DIAL D 2202 (NdT).

## LES VENTES D'ÉQUIPEMENT MILITAIRE DES ÉTATS-UNIS AU MEXIQUE

*Les ventes d'équipement militaire du gouvernement des États-Unis au Mexique ont augmenté de 600 % l'an passé, et on estime que les ventes commerciales d'équipement militaire des États-Unis tripleront aussi l'année prochaine, selon les chiffres récents du Département d'État fourni à ce journal [La Jornada].*

*"On pourrait dire que les ventes militaires au Mexique ont augmenté substantiellement depuis 1995", a déclaré un fonctionnaire du Département d'État, qui a confirmé les chiffres. En 1997, le gouvernement des États-Unis a vendu près de 28 millions de dollars d'équipement militaire au Mexique, au titre du programme des ventes militaires à l'étranger (Foreign Military Sales, ou FMS). En 1996, le gouvernement a accordé des autorisations pour 4,8 millions de dollars alors qu'en 1995 le chiffre correspondant était seulement de 1,68 millions de dollars.*

*En plus de ces acquisitions qui se négocient directement entre gouvernements, le Département d'État a confirmé la livraison de quelque 12 millions de dollars d'équipement militaire des États-Unis au Mexique en 1997, acquis par les autorités mexicaines à des entreprises privées des États-Unis. Dans son rapport annuel au Congrès, le Département d'État prévoit que les ventes commerciales d'équipement militaire augmenteront substantiellement pour atteindre quelque 47 millions de dollars en 1999.*

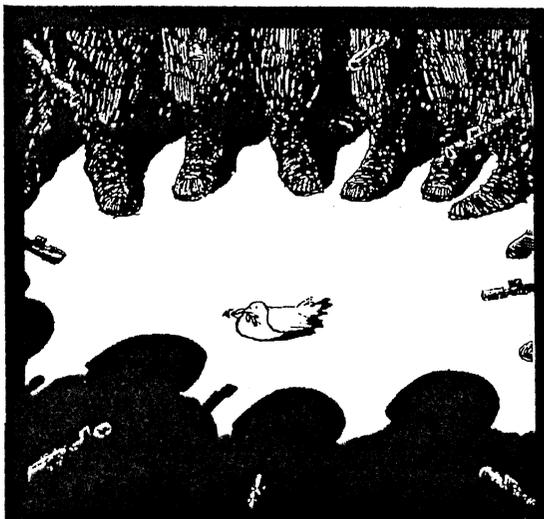
La Jornada (Mexique), 15 mars 1998

a-t-on dit il y a dix ans - et d'autres voix semblent dire aujourd'hui : "Nous armer pour la guerre est plus urgent." Quelle guerre a-t-on donc en vue ? Cela fait plus de cent ans que

nous sommes en paix ! Quant aux conflits avec nos voisins, ils doivent continuer à se résoudre par les voies diplomatiques comme l'a démontré la médiation du pape à propos du Canal du Beagle. (...)

La seule et véritable guerre d'hier, d'aujourd'hui et de demain, a été, est et sera de surmonter la pauvreté ; et il ne faut épargner aucun effort pour la combattre et la vaincre. Puisseons-nous, sans plus tarder, retenir la leçon ; sans plus tarder, car les pauvres attendent toujours.

Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.



Directeur de la publication : Alain Durand

Imprimerie des Monts du Lyonnais - Commission paritaire de presse : 56249

DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Point contact à Paris : CEF (Centre d'Étude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris  
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18